

Renault à la recherche de
cash, chute de l'action...

Les traders inquiets
pour leurs dividendes

l'étincelle

Il réclame des
indemnités à Renault :
Collant comme un
chewing-Ghosn

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 28 janvier 2020

Une vague de fond

Vendredi dernier, à la grande surprise de ceux qui proclamaient la grève terminée, les manifestations ont connu une participation comparable à celles de début décembre. La grève est certes moins puissante à la RATP et à la SNCF, mais les salariés de ces secteurs n'ont pas baissé les bras pour autant. Après plus de 50 jours de contestation, des secteurs nouveaux prennent le relai et amplifient la mobilisation.

Macron se confie : « personne ne m'aime »

A l'exemple des égoutiers de Paris en lutte depuis le 5 décembre contre le projet de loi sur les retraites, et qui perdent en moyenne 17 ans d'espérance de vie. Comme la plupart des travailleurs, ils savent que la nouvelle loi leur promet plus le cercueil au boulot que des jours paisibles après 60 ans. Pendant ce temps-là, un jeune président isolé se radicalise en son manoir de l'Élysée.

Alors qu'il promet une retraite prétendue universelle, Macron et son gouvernement se retrouvent presque universellement détestés. Qui reste-t-il pour défendre aujourd'hui la retraite à points et la casse prévue du système par répartition ? À part le grand patronat et les élus de LREM (et encore..), personne. Ce ne sont pas les « régimes spéciaux » qui protestent. Ce ne sont pas « les fonctionnaires ». Ce sont tous les travailleurs : des ouvriers d'usines aux avocats, des profs de facs aux travailleurs de l'énergie. Même le Conseil d'État, instance ô combien officielle, vient, bien malgré elle, de dévoiler la vérité des prix sur le projet.

Âge d'équilibre : retraite au cimetière ?

A lire l'avis du Conseil d'État, la conclusion est claire : tout est à jeter. L'âge d'équilibre, censé être une concession du pouvoir est pire que l'âge pivot. On passe de 64 ans à 65 ! La CFDT doit apprécier de servir de paillason, elle qui a dit que c'était le principal point de blocage. Autre sujet, le financement qui passera de 14 % du PIB à 13 %, une paille de quelque 20 milliards d'euros. Évidemment, cela ne fait pas de mal de le redire : toutes les belles projections dans l'avenir sont faites avec un chômage qui ne diminue jamais. En fait tout est pire

qu'attendu, le gouvernement a menti sur toute la ligne et se retrouve de plus en plus isolé dans un océan de mécontentements.

La même colère

Les profs qui ont refusé de faire passer le bac sauce Blanquer s'organisent en assemblées générales. Les hospitaliers, les enseignants chercheurs, les bibliothécaires, les danseurs et musiciens de l'Opéra et à leurs côtés tous les travailleurs de la culture, ceux de Radio France, sans oublier dans de nombreuses villes les territoriaux, les salariés de l'agro-alimentaire, de la chimie ou de l'énergie, sont de plus en plus nombreux dans la bataille. Une nouvelle manifestation a lieu mercredi 29 janvier. Partout, des voix s'élèvent. À Lille, vendredi dernier, un avocat déclarait « on n'a pas tous les mêmes régimes, mais on a la même colère ».

Les retraites, et tout le reste

Cette année, le rapport Oxfam acte une fois de plus (et de trop !) l'accroissement des inégalités. En 2019, 2 153 milliardaires possèdent plus d'argent que 60 % de la population mondiale, soit 4,2 milliards de personnes. Voilà les raisons pour lesquelles les classes populaires se battent aux quatre coins du monde pour vivre et ne plus survivre. D'après Oxfam, la France compte 41 milliardaires, soit quatre fois plus qu'après la crise financière de 2008. Ceux-ci cumulent 330 milliards de dollars. Plus besoin d'une conférence de financement des retraites : on sait où prendre l'argent.

Après la lutte des Gilets jaunes, cette longue grève n'est pas terminée. C'est une vague de fond, l'expression d'un profond mécontentement contre un système d'exploitation et d'inégalité qui doit laisser la place. Ce n'est pas que Macron, c'est tout ce système qui doit dégager.

Jours de paye

Une première Négociation Annuelle Obligatoire (NAO) entre la direction et des syndicats de Renault est prévue le 28 janvier. La direction dévoilera ses mesures salariales pour 2020 lors de la 2^{ème} NAO le 17 février, après avoir annoncé les résultats financiers de 2019 et le montant de la prime d'intéressement qui en dépend. Pour ne pas avoir des miettes, il va falloir bousculer ce calendrier.

Un marché couvert

Les ventes du groupe Renault ont baissé de 3,4 % dans le monde en 2019. Une baisse moins importante que celle du marché automobile (- 4,8%) ou d'autres constructeurs comme PSA (- 10 %), se consolent certains. Mais les salariés n'ont rien à gagner dans cette course aux parts de marché dans un marché en baisse, à part des baisses d'effectif et de salaire, et des conditions de travail dégradées. C'est ce modèle économique, basé sur la croissance des profits et la concurrence, qu'il s'agit de remettre en cause.

Auto en emporte l'évaluant

Pour la première fois, chaque salarié pouvait faire son auto-évaluation avant de faire son évaluation annuelle avec son chef, qui a de toute façon le dernier mot. Les dés sont donc pipés. D'autant plus que les chefs et les RH se sont réunis avant, lors d'une « people review », et ont déjà noté la « maîtrise du poste » de chaque salarié. Mais pour l'instant, il n'est toujours pas question de pouvoir auto-évaluer son augmentation de salaire.

Mutuelle de pigeon

La cotisation à la mutuelle Renault augmente de 1,5 % en 2020. Mais les remboursements, notamment pour les lunettes, vont baisser et l'adhérent sera davantage obligé d'avancer ses frais de santé. En effet, l'organisme chargé du tiers-payant passe d'Itelis à Viamedis-Kalixia qui a moins de praticiens affiliés... Payer plus pour avoir moins de prestations : c'est le nouvel esprit mutualiste.

Presqu'à terre

Avant Noël, des centaines de prestataires avaient déjà été sèchement remerciés. Une nouvelle vague se prépare malgré la désorganisation provoquée par les départs précédents. Et la charge de travail augmente pour ceux qui restent, malgré le gel de certains projets. Quelques chefs se font prévenants en recommandant de ne pas trop charger sa mule. Plus facile à dire qu'à faire. D'autres essaient de trouver de combines pour garder les prestataires, comme de négocier avec leurs sociétés pour faire baisser leurs prix... ce qui se répercutera sur les salaires de ceux qui resteront. Embaucher les prestataires, c'est la meilleure façon qu'ils restent au Technocentre !

Cash investigation

Tous les prestataires du projet HCC ont été remerciés en fin d'année dernière. Il faut maintenant se battre pour en faire revenir le plus possible (peut-être en avril) ou sous forme de « resident engineer » affectés au budget Fournisseur, qui lui est amorti sur plusieurs années à la différence du paiement des prestataires. Cela fait beaucoup d'énergie gaspillé pour économiser ce satané « cash », qui sert à verser les dividendes des supposés « investisseurs » qui font la pluie et le beau temps sur l'action Renault. Des « investisseurs » qu'il serait temps de désinvestir.

Quand BFM, on ne compte pas

Pendant ce temps, le président de Renault, Jean-Dominique Senard explique à BFM TV que « la qualité des nouveaux véhicules est le sujet prioritaire » et qu'il nécessite donc des « investissements considérables ». On attend toujours d'en voir la couleur dans les usines et l'Ingénierie/Tertiaire où les équipes, supposées « travailler avec passion pour trouver les solutions industrielles au problème climatique », sont plus que jamais soumises à l'austérité généralisée.

L'autre « citoyen du monde »

À la DQSC-F, les restrictions budgétaires ne concernent pas tout le monde. Son vice-président s'est offert un voyage d'une semaine en Corée et au Japon aux frais de Renault, trois semaines avant de partir en DA. Un déplacement à l'intérêt discutable. Il y en a qui se prennent pour Carlos Ghosn. Encore que le dernier voyage de celui-ci au Japon s'était mal terminé.

Pantouflage maison

Les salariés de Renault qui partent en Dispense d'Activité (DA) sont chapitrés sur l'interdiction qu'ils ont d'exercer une autre activité. Sauf qu'en 2016, un chef de la DQSC-F s'est retrouvé à travailler pendant sa DA pour SNECI, une société d'audit largement sollicitée par Renault pour effectuer des missions qu'aurait pu effectuer directement son ancien service. En retour, l'ex vice-président touchait de grosses commissions. Mais que fait la direction de l'éthique de Renault ?

L'amitié, ça n'a pas de prix

L'actuelle candidate à la mairie de Paris, Rachida Dati, aurait touché 900 000 euros de RNBV (la filiale commune Renault-Nissan basée aux Pays-Bas) alors qu'elle était ministre de la justice de Sarkozy, pour des rapports sur le développement de l'Alliance au Maghreb et au Moyen Orient. Problème : ces derniers sont introuvables. A croire que Ghosn, président de RNBV, aimait bien distribuer l'argent qui ne lui appartenait pas pour entretenir son réseau...